

Acheteur public : [Office français de la biodiversité](#)

Direction service : [DAPEM](#)

Cahier des charges administratives particulières

Numéro de la consultation : [2025-35](#)

Objet de la consultation :

Réalisation d'un état initial des habitats d'intérêt communautaire (HIC) des sites Natura 2000 (FR3102004) – Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais, (FR3102003) – Récifs Gris-Nez Blanc-Nez– Anse de Vauville (FR2502019) et–Banc et récifs de Surtainville (FR2502018)

Lot 1 : Cartographie du relief et de la nature des fonds marins sur le haut-fond rocheux des Ridens du site Natura 2000 « Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais » (FR3102004) (Section 1) et Etat initial des HIC des sites Natura 2000 « Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais » (FR3102004) et « Récifs Gris-Nez Blanc-Nez » (FR3102003) (Section 2)

Lot 2 : Etat initial des HIC des sites Natura 2000 « Anse de Vauville » (FR2502019) et « Banc et récifs de Surtainville » (FR2502018)

Sommaire

1) IDENTIFICATION	3
2) OBJET DU MARCHE	4
3) ALLOTISSEMENT	4
4) FORME DU MARCHE.....	5
5) DUREE DU MARCHE	5
Cadre général.....	5
6) LIEU D'EXECUTION	5
7) DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
8) MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
9) MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
9.1. Représentation des parties.....	6
1) Représentation de l'acheteur	6
2) Représentation du titulaire.....	6
9.2. Conditions d'exécution.....	6
1) Remplacement des intervenants	6
2) Délais d'exécution	6
9.3. Considérations environnementales.....	7
9.4. Confidentialité et secret des affaires.....	8
9.5. Conflit d'intérêts.....	8
9.6. Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	9
1) Contrôle.....	9
2) Opérations de vérification.....	9
3) Décisions après vérification	9
10. PENALITES	11
10.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	11
10.2. Plafonnement des pénalités.....	11
10.3. Seuil d'exonération des pénalités.....	11
11. REGIME FINANCIER	11
11.1. Forme et contenu des prix.....	11
11.2. Avances	12
11.3. Modalités financières.....	12
Répartition des paiements.....	12
Intérêts moratoires	13
11.4. Modalités de facturation	14
1) Révision des prix.....	14
2) Mentions obligatoires	15
3) Monnaie.....	15
4) Transmission des factures.....	16
12. DISPOSITIONS DIVERSES.....	16
12.1. Echanges dématérialisés.....	16
12.2. Langue.....	16
12.3. Sous-traitance	16
12.4. Propriété intellectuelle.....	17
12.5. Autres obligations administratives.....	19
12.6. Assurances	20
12.7. Différends	20
12.8. Litiges et contentieux	21
13. DEROGATIONS	21

1) Identification

Le présent marché est porté par : Office français de la biodiversité

Direction ou service : **Office Français de la Biodiversité: - DAPEM - Délégation de Façade Maritime Manche Mer du Nord**

Adresse **4 rue du Colonel Fabien BP34**

Code Postal : **76 083 Cedex**

Ville : **Le Havre**

Siret : **130 025 919 00015**

Téléphone : 01 45 14 36 00

2) Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation d'un état initial des habitats d'intérêt communautaire (HIC) des sites Natura 2000 FR3102004 – Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais, FR3102003 – Récifs Gris-Nez Blanc-Nez, FR2502019 – Anse de Vauville et FR2502018 – Banc et récifs de Surtainville

Le lot 1 a pour objet la réalisation de deux sections :

- Section 1 : Cartographie du relief et de la nature des fonds marins sur le haut-fond rocheux des Ridens du site Natura 2000 des « Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais » (FR3102004) ;
- Section 2 : Etat initial des HIC des sites Natura 2000 « Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais » (FR3102004) et « Récifs Gris-Nez Blanc-Nez » (FR3102003).

Le lot 2 a pour objet la réalisation d'un état initial des HIC des sites Natura 2000 « Anse de Vauville » (FR2502019) et « Banc et récifs de Surtainville » (FR2502018).

Le présent marché vise à réaliser un état initial des HIC benthiques présents sur les quatre sites Natura 2000 précités, et ce, selon la répartition des HIC et la délimitation des mesures réglementaires de gestion de la pêche professionnelle.

Pour chacun des sites, cet état initial doit plus particulièrement répondre à un double objectif : (i) préciser (spécifiquement pour le haut-fond des Ridens) et/ou actualiser la cartographie des HIC et (ii) réaliser l'état initial du suivi de l'efficacité des mesures réglementaires de gestion de la pêche professionnelle selon la démarche Before After Control Impact (BACI), au travers de l'évaluation de l'état de conservation des HIC selon la délimitation de ces mesures réglementaires.

Pour répondre à ces objectifs, il s'agira notamment : (1) d'analyser les données existantes afin de proposer une stratégie d'échantillonnage pour l'acquisition de nouvelles données tant géophysiques (spécifiquement pour le haut-fond des Ridens) que biologiques et sédimentaires. La stratégie d'échantillonnage des données biologiques et sédimentaires proposée devra s'appuyer sur les recommandations du CCTP et s'appuyer sur les dispositifs de suivis existants et les protocoles qui y sont associés, (2) de préciser (spécifiquement pour les haut-fond des Ridens), et de mettre à jour la cartographie des HIC, (3) d'évaluer et de décrire (sous forme de fiches) l'état initial des HIC, au travers de leur état de conservation selon plusieurs paramètres, avant (ou au début de) la mise en œuvre des mesures de gestion de la pêche professionnelle selon l'approche BACI [c.-à-d., selon les différentes modalités (ou zones) de mesures réglementaires, y compris l'absence de mesures], (4) de faire une proposition d'actualisation d'une partie du FSD et (5) de proposer, sur la base d'une analyse critique de la stratégie d'échantillonnage réalisée, des recommandations pour la poursuite du suivi de l'efficacité des mesures réglementaires de gestion de la pêche professionnelle, sur les aspects tant spatiaux que temporels.

Le contenu des prestations est détaillé dans le CCTP.

3) Allotissement

Le marché est alloti.

4) **Forme du marché**

Le marché ne comporte pas de tranches.

5) **Durée du marché**

Cadre général

Le marché court à compter du 1er janvier 2026 ou de la notification du marché si elle est ultérieure au 1er janvier 2026.

Cette durée correspond au délai d'exécution du marché figurant à l'article 9.2 .2 du présent CCAP.

6) **Lieu d'exécution**

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont :50 - Manche (FR-50) (Lot 2) et 62 - Pas-de-Calais (FR-62) (Lot 1).

7) **Documents contractuels**

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, conformément à l'article 4.1 du CCAG :

- l'acte d'engagement
- son annexe ; la décomposition du prix global et forfaitaire, dont seul le prix global et forfaitaire est contractuel,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de **prestations intellectuelles** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa rédaction en vigueur
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- l'offre technique du titulaire.

8) **Marché de prestations similaires**

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

9) Modalités d'exécution des prestations

9.1. Représentation des parties

1) Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

2) Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés : dans l'offre du titulaire ou à défaut durant l'exécution du marché. Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2. Conditions d'exécution

1) Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

2) Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont les suivants, conformément à l'article 4.3 du CCTP :

Le délai global de réalisation et de livraison de l'ensemble des informations est fixé à **12 mois (Section 1 du Lot 1), 30 mois (Section 2 du Lot 1) et 18 mois (Lot 2)** à compter du 1^{er} janvier 2026 **ou de la notification du marché si elle est ultérieure au 1^{er} janvier** :

- Une période de 10 mois (Section 1 du Lot 1), 25 mois (Section 2 du Lot 1) et 13 mois (Lot 2) pour la réalisation des livrables décrits dans la section « 3. Livrables » ;

- Suivie d'une période de 2 mois (Section 1 du Lot 1) et 5 mois (Section 2 du Lot 1 et Lot 2) pour la présentation et la validation des livrables.

A l'issue du délai global (réalisation, présentation et validation des livrables), les livrables finaux devront être livrés à l'OFB pour validation formelle conformément à l'article 9.9 du CCAP.

Des échanges et validations intermédiaires auront lieu conformément au CCTP.

Le délai d'exécution pourra être prolongé par ordre de service, sans qu'un avenant soit nécessaire, sauf dans le cas où la prolongation aurait une incidence financière.

L'absence de réserves du titulaire à l'ordre de service de prolongation du délai, sous un délai de dix jours ouvrés à compter de sa notification par voie dématérialisée (PLACE ou le cas contraire par LRAR ou courriel avec accusé de réception), vaudra accord de la prolongation.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence (article 13.3).

9.3. Considérations environnementales

L'objet du marché est la production d'une étude à caractère environnemental.

S'agissant des conditions d'exécution :

le titulaire veille à limiter l'impact environnemental du transport.

Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route. Le titulaire assure la formation des chauffeurs à l'éco-conduite.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

Le titulaire se conformera aux engagements qu'il aura décrits dans la « note environnementale » remise dans son offre technique.

9.4. Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Tenue des réunions Le service en charge de l'exécution du marché et le titulaire se réunissent selon les fréquences décrites au CCTP.

Le titulaire peut élaborer des versions de travail de ses livrables qu'il échange avec le service en charge de l'exécution de la prestation, afin de recueillir des avis intermédiaires et permettre des réajustements de la trajectoire de la réflexion, si besoin.

Toute réunion de travail fait l'objet, dans un délai de 10 jour calendaires, d'un compte-rendu élaboré par le titulaire et adressé par courriel au service en charge de l'exécution et aux participants. La production de ces comptes-rendus est incluse dans les prix du marché.

Obligation d'utilisation de la langue française

Le titulaire emploie la langue française dans ses échanges avec l'administration bénéficiaire et la rédaction des documents auxquels ils participent.

Il ne peut utiliser ni expression ni termes étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française.

Outre la rédaction en langue française, les documents auxquels le titulaire participe peuvent comporter une ou plusieurs versions en langue étrangère.

9.5. Conflit d'intérêts

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

9.6. Constatation de l'exécution des prestations et admission

1) Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

2) Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, les vérifications ne se font pas obligatoirement en présence du titulaire, de ce fait, l'acheteur ne le prévient pas des jours et heures des opérations de vérification.

3) Décisions après vérification

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission et ne peut être postérieure à la date d'expiration du délai imparti pour prononcer et notifier la décision d'admission du livrable concerné.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par **le service projet de l'OFB**.

Il procède aux opérations de vérification dans un délai de **deux mois calendaires** à compter de la livraison du livrable, conformément à l'article 13.2.2 du CCAG. En cas de silence au terme de ce délai, l'admission est répétée tacitement acquise

Les sections 1 et 2 du lot 1 font l'objet de vérifications distinctes, la rédaction de ces sections faisant l'objet de délais d'exécution distincts.

Ajournement, réfaction ou rejet

L'admission est constatée par l'OFB via un imprimé « constatation du service fait », notifié au titulaire. Ce document vaut décision d'admission, d'ajournement ou de rejet. Passé le délai d'instruction, l'admission est réputée acquise.

La demande d'acomptes est justifiée par un constat d'avancement des prestations.

Ajournement :

Si l'acheteur estime que les prestations nécessitent des mises au point avant d'être admises, il peut en ajourner l'admission par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à représenter les prestations corrigées dans un délai de 15 jours calendaires, ou tout autre délai notifié.

Conformément au CCAG de référence, lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Si les prestations sont représentées après ajournement, un nouveau délai de deux mois s'applique pour leur vérification.

Réfaction :

Si les prestations, bien que non entièrement conformes, peuvent être utilisées en l'état, l'acheteur peut les admettre avec réfaction de prix, proportionnelle aux imperfections constatées. Cette décision est motivée et ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

À défaut d'observations dans un délai de 15 jours, la réfaction est réputée acceptée. Si des observations sont formulées, l'acheteur dispose de 15 jours pour notifier une nouvelle décision. À défaut, les observations sont réputées acceptées et l'admission vaut sans réfaction.

Rejet :

Lorsque les prestations ne peuvent être admises en l'état, leur rejet, partiel ou total, est notifié par décision motivée, après recueil des observations du titulaire. En cas de rejet, les prestations doivent être réexécutées.

10. Pénalités

10.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel global d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 300$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

10.2. Plafonnement des pénalités

Conformément au CCAG de référence, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

10.3. Seuil d'exonération des pénalités

Conformément au CCAG de référence, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

11. Régime financier

11.1. Forme et contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
 - les frais d'assurance, ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au CCAG PI
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations, y compris de production des livrables ;
- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec l'acheteur ;
- le suivi contractuel, y compris les réunions, en présentiel ou distanciel ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations.

11.2. Avances

Le taux de l'avance est de 10% et, le cas échéant de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé selon le % du montant précité au premier paragraphe du présent article, d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le titulaire est dispensé de constituer une garantie à première demande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

11.3. Modalités financières

Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

Les demandes d'acompte peuvent être déposées plus tardivement en fonction de l'avancement des prestations, et de la périodicité d'acompte souhaitée par le titulaire.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées et sur présentation d'une facture. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait / d'avancement des prestations.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Dès la notification du marché, si le titulaire n'a pas déposé cette pièce dans l'offre, il transmet une décomposition précise des coûts sur la durée du marché, cette décomposition ayant pour but de déterminer le montant des acomptes sur la base des prestations effectuées, sur la durée d'exécution du marché.

Dans la décomposition détaillée du prix, le titulaire pourra proposer une décomposition des acomptes selon les « jalons » techniques déterminés. Cette décomposition pourra être validée lors de la réunion de lancement.

Les prestations font l'objet d'un règlement partiel définitif : pour le lot 1, à la validation de la section 1.

Les modalités de règlements partiels définitifs sont prévues par l'article 11.8 du CCAG-PI

Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum**.

La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.4. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

1) Révision des prix

Les prix seront révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché selon la formule suivante :

$P = P_0 (0,20 + 0,80 I / I_0)$, dans laquelle :

P = prix après révision,

P_0 = prix de base valeur marché, tel que défini dans l'offre du titulaire,

I_0 = indice INSEE - ING - Ingénierie (Base 2010 Identifiant 001711010) au mois « zéro », le m_0 étant le mois de la date limite de remise de l'offre.

I = dernier indice (correspondant à l'indice précité) connu un (1) mois avant la date de révision.

Une fois révisés, les prix demeurent fermes pour l'année d'exécution du marché, jusqu'à la prochaine révision. Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au centième supérieur, par dérogation au CCAG (article 10.2.3). Lorsque l'indice de révision des prix a été supprimé et que la révision des prix est ainsi rendue impossible, il est fait usage, sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire, de l'indice de remplacement proposé par l'INSEE. Les valeurs de l'indice supprimé sont converties en valeur du nouvel indice utilisant le coefficient de raccordement proposé par l'INSEE.

Nota :

A défaut de remise des éléments du calcul du nouveau prix un (1) mois avant leur prise d'effet, le titulaire doit attendre la prochaine échéance.

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande expresse de la part du titulaire. Cette demande doit parvenir à l'OFB (adresse mail ci-dessous) au moins un (1) mois avant la date effective de révision des prix. A défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance.

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de l'OFB d'une révision des prix.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux prix en résultant. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction.

La demande doit être envoyée au chargé de projet de l'OFB, copies au référent administratif dont l'adresse sera communiquée par le chef de projet et, à marches.publics@ofb.gouv.fr

2) Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- Identité du titulaire (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- Numéro d'identification TVA ;
- Identité de l'acheteur (nom et adresse) ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé sur l'AE.
- la référence du marché et de lot (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire le montant total hors taxes et
- le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération le cas échéant, en mentionnant l'article du CGI concerné
- le numéro de l'ordre de service le cas échéant,
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts. En cas d'évolution en cours de marché, un avenant n'est pas nécessaire.

En cas de question, le titulaire peut s'adresser à financier.srd@ofb.gouv.fr, copie : marches.publics@ofb.gouv.fr

3) Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

4) Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée (Chorus Pro).

Le titulaire trouvera également sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> les préalables techniques et réglementaires pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, ainsi qu'un lien pour prendre contact pour tout renseignement complémentaire.

12. Dispositions diverses

12.1. Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou recommandé électronique à l'adresse mail dédiée de(s) l'interlocuteur(s) du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique, à l'adresse mail générique ou du représentant du titulaire, communiquée par le titulaire lors de la réunion de lancement. Le titulaire devra maintenir l'OFB informé durant le marché de l'identité et des coordonnées de l'interlocuteur principal du marché.

12.2. Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

12.3. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

12.4. Propriété intellectuelle

Le présent marché fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

L'acheteur exploitera les livrables obtenus lors de l'exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP et rappelés ci-après.

Conformément à l'article 34 du CCAG-PI, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standard utilisées dans le cadre de l'exécution du marché restent la propriété de leurs titulaires respectifs. Le titulaire s'engage à identifier de manière explicite toutes les connaissances antérieures qu'il utilise et qui ne figurent pas déjà dans son offre. Il garantit que l'acheteur dispose, sans coût supplémentaire, des droits d'utilisation nécessaires à l'exploitation des résultats, y compris lorsque ceux-ci intègrent de telles connaissances antérieures ou connaissances antérieures standard.

Utilisation des résultats

Conformément à l' article 35.1.1 du CCAG,, « Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché. »

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent ainsi le droit de :

- publier et utiliser les résultats y compris les livrables finaux et complets, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- les résultats pourront être partiellement ou entièrement publiés et réutilisés par l' OFB dans le cadre de ses missions de « service public », et notamment d' expertise et de connaissance, de communication, sous réserve du respect des droits moraux du titulaire (conformément à l' article L.121-1 du Code de la propriété intellectuelle, ceci incluant le respect du « droit à la paternité » de l'auteur),
- les résultats pourront notamment être publiés ou communiqués, voire incorporés dans le cadre de consultations ultérieures pour des marchés publics ou l' exécution desdits marché, et particulièrement l' exécution de nouvelles études,
- les résultats pourront également être transmis à des tiers et/ou partenaires et l' incorporation dans le cadre de cahiers des charges de marchés publics ultérieurs par lui et/ou ses cessionnaires de droits ultérieurs.
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Il n' est pas prévu que l' OFB commercialise les résultats.

La cession des droits patrimoniaux est consentie pour la durée légale de protection des droits d' auteur, conformément à l' article L.123-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Cession des résultats

Le transfert des droits patrimoniaux sur les résultats produits dans le cadre du marché est opéré **à compter de leur admission par l'acheteur, et du complet paiement de la prestation correspondante.** Par dérogation à l'article 35.3.1 du CCAG, l'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché.

En cas de cessation du contrat avant le terme du contrat pour quelle que cause que ce soit, l'OFB conserve la propriété intellectuelle des résultats transmis avant résiliation du marché.

Conformément à l'article 35.4.2 du CCAG, le titulaire du marché garantit, à compter de la cession du livrable (et généralement, de l'ensemble des résultats), l'OFB contre son fait personnel et le fait des tiers. A ce titre, le titulaire du marché garantit :

- qu'il a respecté et respectera les droits de propriété intellectuelle des tiers, notamment les droits d'auteur, les droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et sur les marques ;
- qu'il dispose de tous les droits de propriété intellectuelle permettant la présente cession, qu'il en est le seul titulaire et qu'à ce titre il peut librement consentir à la cession. Si les livrables cédés incorporent des éléments dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à des tiers tel que notamment des illustrations, des dessins, des photographies, le titulaire du marché devra soit faire l'acquisition auprès des dits tiers, nécessaires à couvrir le périmètre de la cession sus visée au bénéfice de l'OFB, soit obtenir de ces tiers qu'ils cèdent les dits droits à l'OFB. A ce titre, il demeure notamment seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte, et s'engage à faire le nécessaire pour qu'une telle cession soit faite dans le respect de leurs droits ;
- que les livrables ne sont pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante, de quelque nature que ce soit.

Le titulaire, les tiers et l'acheteur restent propriétaires de leurs connaissances antérieures.

Le titulaire doit lister l'ensemble des connaissances antérieures utilisées qui ne figurent pas dans son offre pendant toute la durée d'exécution du marché.

12.5. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

12.6. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

12.7. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le titulaire peut se renseigner sur la médiation [sur le site de la DAI](#).

12.8. Litiges et contentieux

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de Melun pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché.

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

13. **Dérogations**

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
Article 9 -o opérations de vérification	28.5	Par dérogation à l' article 28.5 du CCAG PI, les vérifications ne se font pas obligatoirement en présence du titulaire, de ce fait, l' acheteur ne le prévient pas des jours et heures des opérations de vérification.
Article 9 - Pénalités de retard	14.1.1	En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, par dérogation à l' article 14.1.1 du CCAG PI, des pénalités calculées en application de la formule suivante : $P = V \times R/300$
Article 12.4 - Dispositions diverses – propriété intellectuelle	35.3.1	Par dérogation à l'article 35.3.1 du CCAG, l'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter, à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché.